



**JEUDI 16 NOVEMBRE  
TOUS ENSEMBLE !  
TOUS EN GREVE**

**POUR l'augmentation immédiate de 16% de la valeur du point d'indice en juste compensation de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000**

## En grève à la DGFIP !



Avec **FORCE OUVRIERE**, dites **NON** au RIFSEEP<sup>1</sup> !  
Prévu dans un 1<sup>er</sup> temps au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour tous,  
il permettra dans un 2<sup>ème</sup> temps de moduler nos primes à la baisse !

Avec **F.O.-DGFIP**, militez pour de meilleures règles de gestion :

- fin des affectations ALD
- 2 mouvements de mutations par an
- annulations acceptées sans condition et sans pénalité
- droit au retour en cas de promo etc.



**F.O.-DGFIP** ne défendra pas le maintien des règles de mutation existantes car elles ne sont pas protectrices pour les personnels de la DGFIP  
*exemple : les affectations hors CAP sont contraires au statut (cas des ALD et détachés)*



Artisan  
de  
vos  
droits

*"Les mutations comportant changement de résidence ou modification de la situation de l'intéressé sont soumises à l'avis des commissions."*

*"Ces commissions sont consultées sur les décisions individuelles intéressant les membres du ou des corps qui en relèvent."*

**Extraits de la Loi n°84-16 du 11 janvier 1984  
portant dispositions statutaires relatives à la fonction  
publique de l'État**

**pour ne pas dire inadmissibles**

*exemple : les mutations internes ne sont pas toutes examinées en CAP Nationale*

*"Le dispositif des mutations internes ne sera mis en œuvre que si le temps imparti pour réaliser le mouvement définitif le permet."*

**Extrait de l'instruction mutations des B de 2017 (page 55)  
Extrait de l'instruction mutations des C de 2017 (page 54)**



**F.O.-DGFIP** revendique de meilleures règles, pour tous !



# En grève dans la fonction publique !

## Report du PPCR d'un an

**FORCE OUVRIERE** n'avait pas signé le protocole PPCR pour de nombreuses raisons :

- *intégration d'une partie dérisoire des primes dans le traitement indiciaire,*
- *transfert primes-points auto-financé par les agents,*
- *fin des mois de bonif qui permettaient d'accélérer les changements d'échelon*
- *allongement de la durée des carrières par étirement des grilles indiciaires*
- *étalement des mesures sur le quinquennat présidentiel suivant.*

Le gouvernement, par la voix du ministre DARMANIN, a décidé que les mesures PPCR, que **FO** jugeait déjà très insuffisantes, seraient encore reportées :

- *gel des mesures du PPCR en 2018*
- *grilles indiciaires 2018 = grilles indiciaires de 2017*
- *report de l'évolution des grilles sur les 3 années 2019–20–21 (au lieu de 2018–19–20)*
- *cat. A : 2<sup>ème</sup> tranche du transfert primes-points (TPP) décalée à 2019... au mieux.*

## Compensation de la hausse de la CSG de 1,7 points

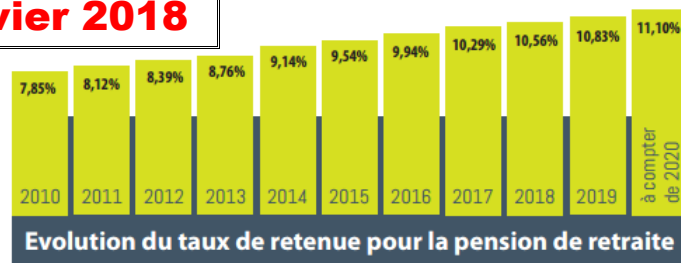
Aux dernières nouvelles, le dispositif de compensation serait le suivant :

- *suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1% ;*
- *instauration d'une indemnité pour compenser le différentiel (et éviter une perte de salaire) : elle serait réévaluée une seule fois au 1<sup>er</sup> janvier 2019 si la rémunération annuelle brute augmente entre 2017 et 2018.*

**Arnaque :** Comme les grilles sont figées (2018=2017), la réévaluation sur 2019 ne concernera que peu de fonctionnaires !

## Baisse de salaire inévitable au 1<sup>er</sup> janvier 2018

- *nouveau gel du point d'indice en 2018*
- *augmentation de la retenue pour pension en % du traitement indiciaire brut ci-contre →*



- *augmentation de la cotisation de notre mutuelle historique*



*Un salarié du privé reçoit en moyenne 244 euros par an de son employeur pour sa complémentaire santé, mais l'agent public ne perçoit au mieux que quelques euros de l'Etat-employeur !*

**source MFP / DGAFP groupe de travail mars 2016**

- *rétablissement du jour de carence (sans mettre les moyens sur notre médecine de prévention)*
- *dispositif GIPA inopérant par effet du transfert primes-points (encore merci PPCR)*
- *frais de déplacements mal remboursés, utilisation banalisée du véhicule personnel pour des déplacements professionnels, le surcoût d'assurance étant à la charge du fonctionnaire, stationnement payant pour de plus en plus de collègues sur leur lieu de travail, etc...*